



Etude de la prise en compte de la biodiversité dans les concessions forestières en Afrique Centrale

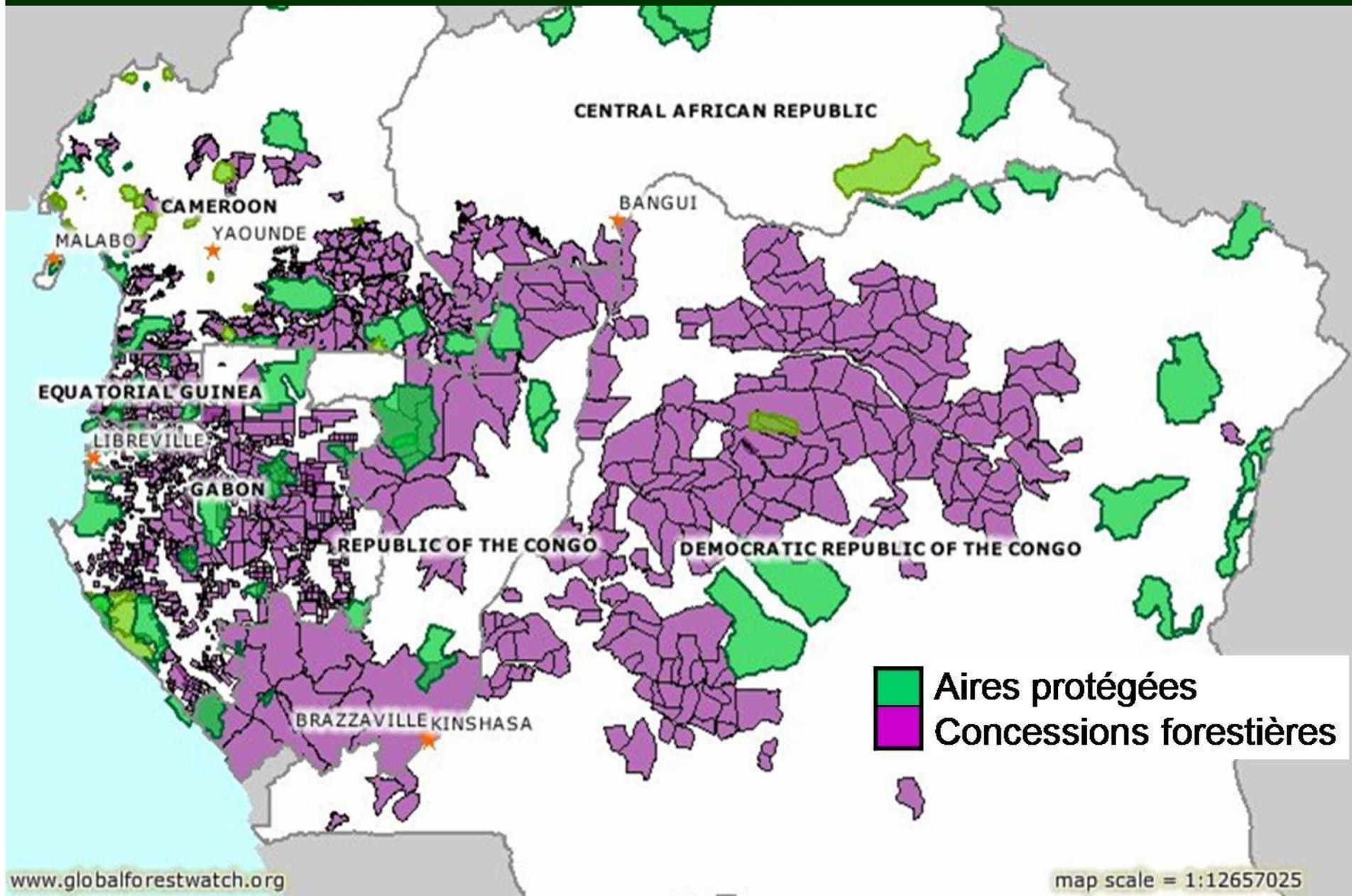


SOMMAIRE



1. Contexte
2. Méthode
3. Résultats
4. Discussion

1. Contexte





Objectifs



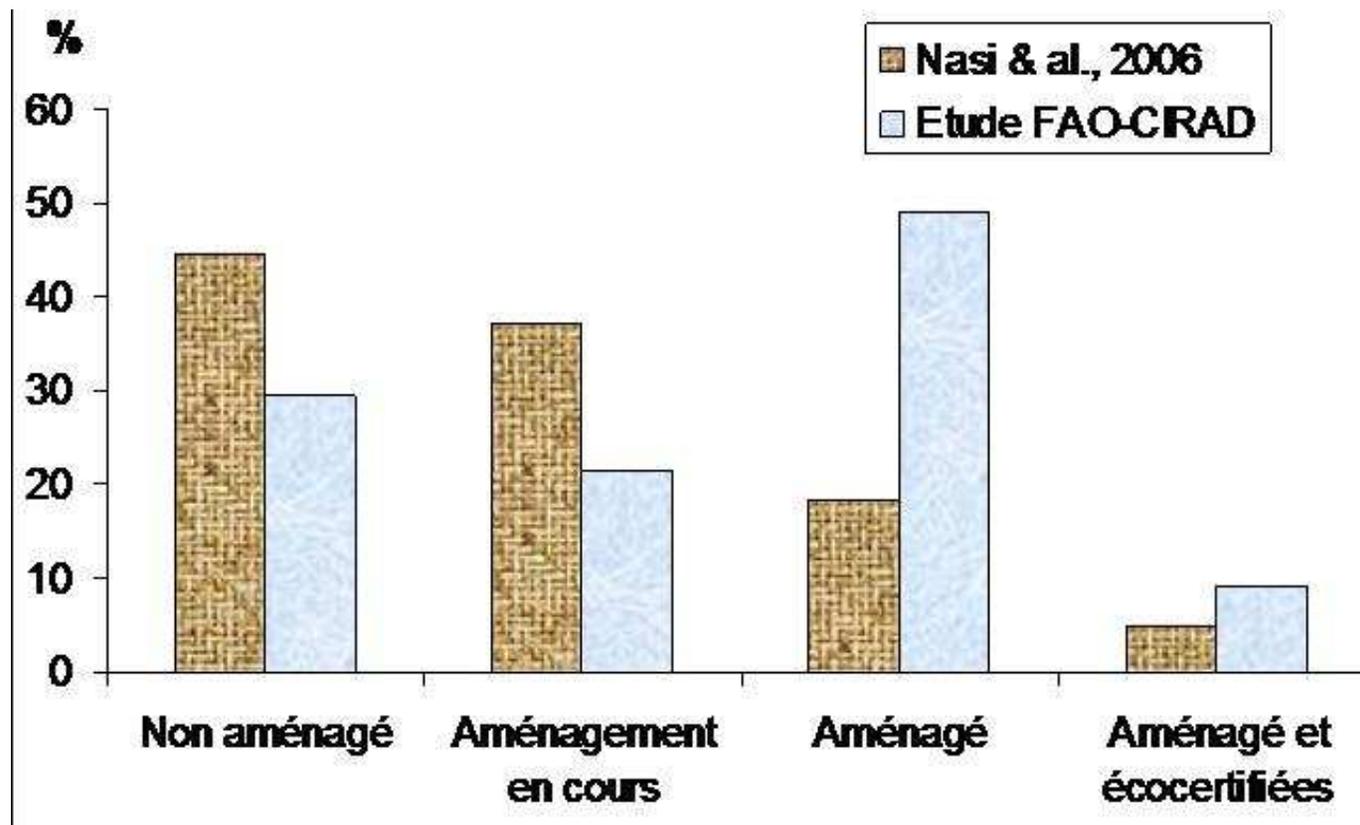
- Réaliser un « état de lieux » des pratiques dans la prise en compte de la biodiversité dans les concessions forestières :
- Méthodes générales d'inventaire
 - Prises de décisions et mesures concrètes
 - Suivi de la biodiversité
- Identifier les problèmes et contraintes (globales et par type de société)
- Formuler des propositions d'actions

2.Méthode

- Bibliographie
- 5 pays (Cam., Congo, Gabon, RDC, RCA)
- Entretiens auprès des sociétés forestières, des partenaires (bureaux d'études, ONG et certificateurs) et de l'administration
- 30 sociétés contactées, 26 rencontrées, 17 entretiens, 19 participants



Représentativité des sociétés forestières en superficie



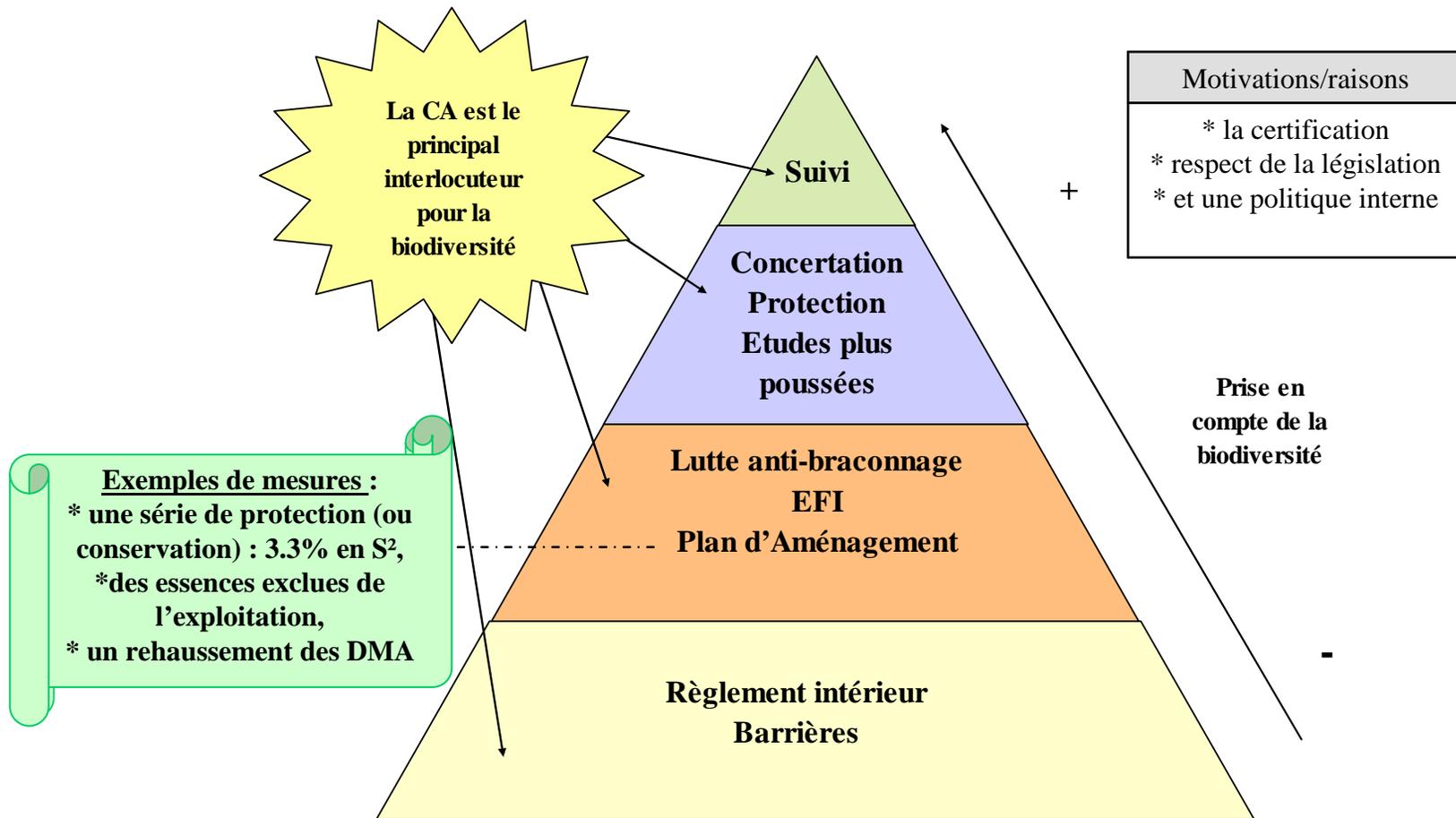
Comparaison de l'échantillon à l'état des lieux de Nasi & al (2006) en proportion

Premiers résultats de l'étude

- a. Sociétés forestières
- b. Partenaires (bureaux d'études, ONGs, certificateurs)
- c. Administration
- d. Synthèse des forces et faiblesses des acteurs



a. Mesures prises par les sociétés



Des actions de base à une bonne prise en compte de la biodiversité

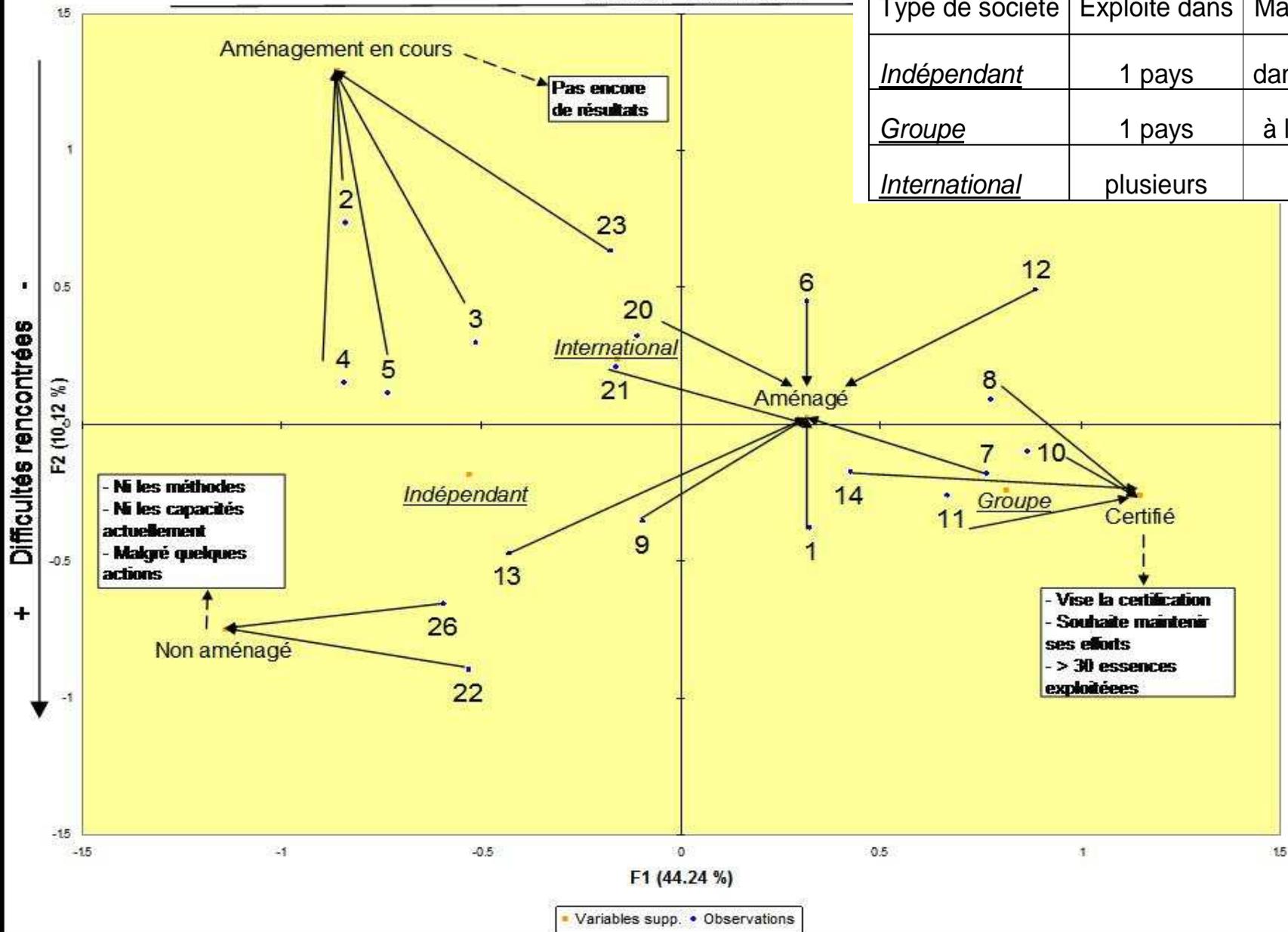
Les difficultés rencontrées par les sociétés

Difficultés	Humaines	Techniques	Financières
Fréquence	63 %	53 %	26 %
Raisons	<ul style="list-style-type: none">* besoin important en formation* manque de moyens* nécessité de faire appel à une expertise extérieure	<ul style="list-style-type: none">* manque de modèles* manque de personnel qualifié* et les études peuvent dépendre du partenariat trouvé	<ul style="list-style-type: none">* au moins une subvention* et/ou une aide d'ONG

Graphique symétrique
(axes F1 et F2 : 54.36 %)

- **Actions concrètes** +

Type de société	Exploite dans	Maison mère
<i>Indépendant</i>	1 pays	dans ce pays
<i>Groupe</i>	1 pays	à l'extérieur
<i>International</i>	plusieurs	



- Ni les méthodes
- Ni les capacités
actuellement
- Malgré quelques
actions

Pas encore
de résultats

- Vise la certification
- Souhaite maintenir
ses efforts
- > 30 essences
exploitées

b. Partenaires: exemples d'approches complémentaires

	Bureaux d'études	ONG	Certificateurs
Définition	Faune, toutes essences, peuplements, écosystèmes	Faune , protection des habitats	Ecosystèmes, diversité des espèces
Quelles justifications	Légale	Importance en superficie	Gestion durable de l'écosystème
Etudes préalables au PA	Inventorier toutes les essences, relever la faune (grande),	Inventaire faune et études socio-économiques	Etudes d'impact environnemental (EIE)
Arbitrage économique et environnement	Paramètres biologiques et enjeux de conservation	Proximité parcs , création de zones tampon	D'abord la rentabilité, les résultats de l'EIE
Critères de choix conseillés	Image, type forestier rare et particulier , espèces en danger (UICN), rares, emblématiques	Zones intactes loin des villages , habitats sensibles	Principes de la certification en lien avec la biodiversité

c. Administrations en charge de l'aménagement

- Peu ou pas de gestion de bases de données sur la biodiversité des concessions forestières, bdd plus axée sur la traçabilité
- Pas de personnel responsable biodiversité
- Manque de personnel qualifié et matériel (surtout dans les 2 Congo et RCA)
- Déficit accru en moyens humains et matériels en province pour tous les pays
- Favorables aux partenariats en général

d. Synthèse des forces/faiblesses

		Capacités	Etudes	Actions	Partenariats
Sociétés forestières	+	- Activité économique - S'adapte au marché	Beaucoup de personnel et matériel	- Application du PA - EFI	Ouvert au partenariat
	-	- Incompréhensions - Capacités variables	Personnel pas toujours formé et peu sensibilisé	En général manque de concertation avec la population	Souvent des dépenses supplémentaires
Bureaux d'études	+	- Généraliste - Connaît bien la réglementation	- Expérience - S'adapte aux commanditaires	- Appui PA - EIE	Tous
	-	- Service payant - Peu ou pas de spécialiste	Différents protocoles	Certains commanditaires peu sérieux	Risque de juge et partie
ONG	+	Spécialistes en faune	Dispose de personnel et matériel	Associées à la certification	Passe des conventions avec certaines sociétés
	-	- Focalisées faune - TROP de demandes	Différents protocoles	Priorisent certaines concessions (effet parc et landscape)	Doivent gagner la confiance
Certificateurs	+	Travaillent avec beaucoup d'experts externes		Peuvent prendre du recul	- La certification : une démarche volontaire
	-	Petites structures encore récentes	Méthodes à préciser	- Négociations nationales - Confidentialité	
Administration	+	- Echelle nationale - Appui international			Peut organiser les partenariats
	-	Manque de personnel qualifié et de matériel	Difficultés pour analyser les études objectivement	- Contrôle peu - Ne montre pas l'exemple	Risque de juge et partie
Population locale	+	- Nombreux - Acteurs de premier ordre	Connaissances et utilisation du milieu	Moyens de pression sur la société forestière	En général ouvert aux partenariats
	-	- Peu sensibilisée - Scolarité très faible en province	Pas associée dans la conception des études	- Le premier consommateur - Pas de gestion	- Pb d'organisation et de négociation - Individualisme

4. Discussion

Perspectives suivant les sociétés

Perspectives	Principaux facteurs	Actions prioritaires	Renforcement de leurs capacités	Besoins futurs
Indications	<ul style="list-style-type: none">* la certification* élaboration ou le respect du PA* meilleure connaissance	<ul style="list-style-type: none">* envers la faune* puis mise en place d'un suivi	<ul style="list-style-type: none">* par le recrutement d'aménagistes* équipes faune* partenariats avec des ONG	<ul style="list-style-type: none">* aides financières* puis d'un appui technique

Pour améliorer

- * davantage de partenariats,
- * un renforcement de l'administration,
- * et des actions pour réduire la chasse

Quelques idées/recommandations

Questions générales

Problèmes	Conséquences	Besoins	Idées
Manque de connaissances	<ul style="list-style-type: none"> - « On se cherche » - Protocoles différents 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la recherche - Poursuite des échanges avec le privé 	Bulletin d'information de la Comifac sur les avancées de la recherche
La biodiversité est encore souvent opposée à la production	La biodiversité est considérée comme secondaire par les sociétés et l'administration	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser davantage la biodiversité - Sensibilisation 	Montrer aux forestiers et la rentabilité de la biodiversité sur le long terme
Forte dépendance alimentaire forestière	Une forte pression sur la forêt	Besoin d'appui aux structures agricoles	Partenariats syndicats agricole et forestier
Non respect de la loi sur la chasse (considérée comme dépassée)	<ul style="list-style-type: none"> - Biodiversité menacée - La chasse fait majoritairement partie de l'informel 	La rendre applicable pour mettre en place une gestion	Liste d'espèces chassables (avec/sans quotas)
Manque de référentiel : la biodiversité riche, est-ce une forêt primaire ou une zone à animaux ?	<ul style="list-style-type: none"> - La biodiversité peut être subjective - Comment évaluer sa perte ou la perte de biodiversité acceptable ? 	Besoin de référentiels et de précisions pour les forestiers et le public	Lancer la réflexion au sein de la Comifac et de la CDB

Quelques idées/recommandations concernant les pratiques

Problèmes	Conséquences	Besoins	Idées
EFI n'est pas pratiquée partout	Les dommages sur la biodiversité ne sont pas assez limités	Poursuivre les formations EFI aux sociétés et à l'administration	Certains demandent que l'EFI soit obligatoire
Les poissons et la faune des milieux aquatiques d'eau douce ne sont pas assez étudiés	On ne connaît pas les impacts de l'exploitation sur les milieux aquatiques	- Etudes des produits de traitement de bois - Suivi simple des poissons	- Etude FAO sur les impacts - GTBAC sur le suivi des poissons
Manque de compétences	Les études et actions restent limitées	Appui aux universités et participation aux travaux pratiques en forêt	Organisation de formations en forêt en collaboration avec le secteur privé
Les résultats des inventaires de PFNL et faune sont rarement associés aux résultats des études socio-économiques	- Une perte de temps et de connaissances - Pas de gestion possible	Associer la population locale dans le choix des espèces et des zones avant l'inventaire	Recruter un représentant de la population locale dans la société forestière sur les aspects de biodiversité

Résumé des premiers résultats

- Prise en compte encore globalement faible et assez contrastée entre les sociétés forestières suivant leurs caractéristiques
- Les méthodes d'inventaire utilisées sont variées
- Les résultats des études de biodiversité sont sous-utilisés dans la prise de décision
- La population n'est pas assez impliquée dans le processus (définition des objectifs et des actions de conservation)
- Le secteur privé, l'administration et la population nécessitent un appui adapté pour améliorer la situation

En guise de conclusion

D'ici la fin de l'année, l'étude, dont les résultats préliminaires ont été présentés, permettra d'identifier les **problèmes et contraintes** rencontrés par les différents acteurs.

Des actions adaptées seront proposées en appui aux sociétés forestières et aux autres parties prenantes pour **une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les forêts de production**, qui représentent une part majeure du massif forestier du bassin du Congo.

La **participation du GTBAC** est essentielle dans ses actions qui se situent dans le cadre de la mise en oeuvre du **Plan de convergence de la COMIFAC**.

Merci